

CHIFFRES CLÉS 2024-2025

#16 | Juillet 2025

OBSERVATOIRE | Tableau de bord



Crédit : Julien Creff - Brest métropole



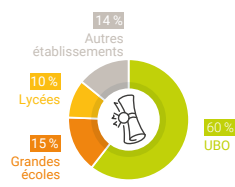
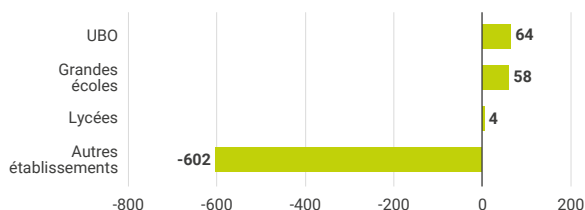
30 580 étudiantes et étudiants
dont **29 740**
dans Brest métropole



Un recul des effectifs
en un an
(-450, soit -1,5 %)

3 715 étudiants
internationaux
(+172, soit +4,9 %)

4 180 alternants
(-138, soit -3,2 %)

RÉPARTITION
DES EFFECTIFSÉVOLUTION DES EFFECTIFS
ENTRE LES RENTRÉES 2023 ET 2024

Les effectifs étudiants reculent de 1,5 % en un an, pour atteindre 30 580 inscrits dans le pays de Brest à la rentrée 2024 dont 29 740 au sein de la métropole brestoise. Une relative stabilité est observée du côté de l'UBO, des grandes écoles et des lycées. La baisse est principalement enregistrée dans les autres établissements (Skilzh, Pôle BTS, école de maistrance par exemple) et s'accompagne d'une érosion des effectifs réalisant leur cursus en alternance. Cette tendance pourrait s'accroître avec l'évolution des aides à destination des employeurs d'apprentis à compter de juillet 2025¹.

Certaines formations bénéficient d'une hausse des inscriptions. C'est le cas des classes préparatoires aux grandes écoles, qui après quelques années moins dynamiques, accueillent davantage d'étudiants dans les filières scientifiques et économiques.

Engagée depuis de nombreuses années, l'internationalisation du recrutement se poursuit avec 3 715 inscrits en provenance de l'étranger (+4,9 %), particulièrement du continent africain.

Dans un environnement marqué par les transitions multiples, notamment dans le domaine du numérique, l'attractivité et l'adaptation des compétences sont des enjeux majeurs. La cybersécurité, inscrite au rang de filière à haut potentiel dans le cadre de la stratégie métropolitaine de développement économique Cap 2030 de Brest métropole, présente des besoins importants en recrutements face à l'explosion des menaces et dans le cadre de nouvelles exigences européennes. Localement, une quarantaine de formations sont recensées, dont un tiers sont de niveau bac+5 et un autre tiers de niveau technicien. Si le catalogue de formations est riche, peu de cursus offrent un haut niveau de spécialisation en cybersécurité. L'absence de labellisation Secnumedu – marque de reconnaissance attribuée aux formations répondant aux critères de l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) – pourrait constituer un frein à la visibilité des formations en cyber sur la métropole brestoise, comparativement à celles des bassins rennais ou de Bretagne sud.

Au niveau national, un taux de poursuite des études toujours plus élevé

À la rentrée 2024, le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en France a augmenté pour atteindre 3 millions d'inscriptions (+1,6 %). Cette progression est portée par la hausse du volume de bacheliers et surtout par une nouvelle augmentation du taux de poursuite des études. Les trois quarts des bacheliers de 2024 sont ainsi inscrits dans l'enseignement supérieur quand ils étaient 65,2 % en 2012. D'après le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ce rythme de croissance des effectifs s'atténuerait à partir de 2025 pour aller vers une stagnation, voire une légère baisse.

Une érosion des effectifs dans le pays de Brest

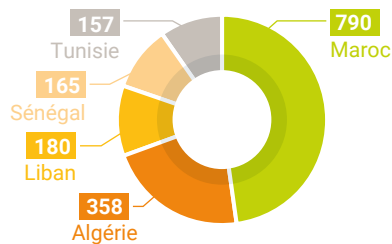
Les établissements d'enseignement supérieur du pays de Brest enregistrent 451 inscriptions de moins en un an, soit un recul de 1,5 % des effectifs. Ce tassement intervient après une année de stabilité. Il s'explique principalement par un ralentissement des effectifs dans les établissements privés hors contrat et en alternance, ainsi qu'à l'école de maistrance qui propose la formation initiale d'officier marinier et différentes spécialisations pour travailler dans la Marine nationale.

Cette tendance est à contrecourant des années précédentes, caractérisées par une forte dynamique portée par l'alternance et les établissements privés de formation. À l'université, l'effectif s'inscrit en légère progression (+0,3 %), porté notamment par une progression en médecine et sciences de la santé, ainsi qu'en droit et sciences économiques.

Progression des effectifs en mobilité internationale

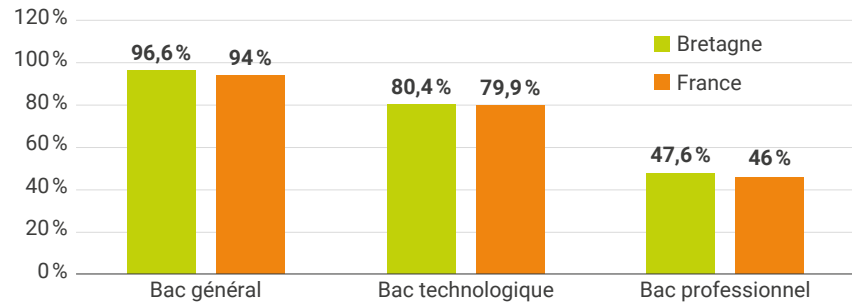
3 715 étudiantes et étudiants internationaux sont comptabilisés à la rentrée 2024, soit 172 inscrits de plus en un an. Cette nouvelle progression est partagée par quasiment toutes les grandes écoles, tandis que la tendance est à la stabilité pour l'UBO. Le Maroc reste de très loin la provenance géographique la plus représentée, devant l'Algérie et le Liban. Les trois quarts des effectifs internationaux proviennent du continent africain.

Top 5 des nationalités



Source : OESR du pays de Brest

Taux de poursuite d'étude immédiate des néo-bacheliers dans le supérieur



Source : Strater - Depp/Sies 2021

Effectifs étudiants 2024/2025 dans le pays de Brest

Établissement	Nombre d'étudiants
Université de Bretagne Occidentale (UBO)	18 452
Grandes écoles (campus de Brest) dont	4 728
École nationale supérieure des techniques avancées (Ensta)	982
IMT Atlantique Bretagne - Pays de la Loire	849
Isen Ouest	794
École nationale d'ingénieurs de Brest (Enib)	752
Brest Business School	533
CESI	404
École navale	291
Esiab (école supérieure d'ingénieurs en agroalimentaire de Bretagne atlantique)*	123
Lycées	3 126
Institut de formation des professionnels de santé (IFPS) du CHU de Brest	739
École de maistrance	707
CCI Finistère	428
Institut régional de formation sanitaire et sociale Bretagne - Site de Brest	356
Institut pour le travail éducatif et social (Ites)	333
Brest Open Campus	300
Skilzh (ex-ITC)	296
Escam	268
Pôle BTS	221
Pôle formation UIMM Bretagne	209
École européenne supérieure d'art de Bretagne (Eesab)	198
Maisons familiales rurales et centres de formation d'apprentis agricoles	165
Médical Brest (ex-Idpces)	152
Aftec	107
Université catholique de l'Ouest (UCO) Brest	102
Greta Bretagne	77
Institut supérieur de formation de l'enseignement catholique (Isfec)	69
Cours Galien	69
Arep 29	52
Conservatoire national des arts et métiers de Bretagne (Cnam)	52
Institut supérieur du transport et de la logistique internationale (Isteli)	37
École Sylva Terrade	21
Service hydrographique et océanographique de la marine (Shom)	15
Effectifs étudiants totaux sans double compte**	30 577
dont effectifs dans la métropole brestoise	29 744

Source : OESR du pays de Brest

* effectifs par ailleurs intégrés dans ceux de l'UBO

** total sans double compte, c'est-à-dire que les étudiants sont comptabilisés une seule fois en cas d'inscriptions multiples

Note méthodologique : les effectifs présentés dans le tableau sont inscrits dans des formations dispensées en présentiel. Certains établissements peuvent avoir en complément une offre d'enseignement à distance ou en format hybride (e-learning et cours en présentiel). C'est notamment le cas de Brest Business School, qui au-delà des 533 étudiants mentionnés ci-dessus, compte 810 inscrits supplémentaires.

Une année 2025 riche en évolutions institutionnelles

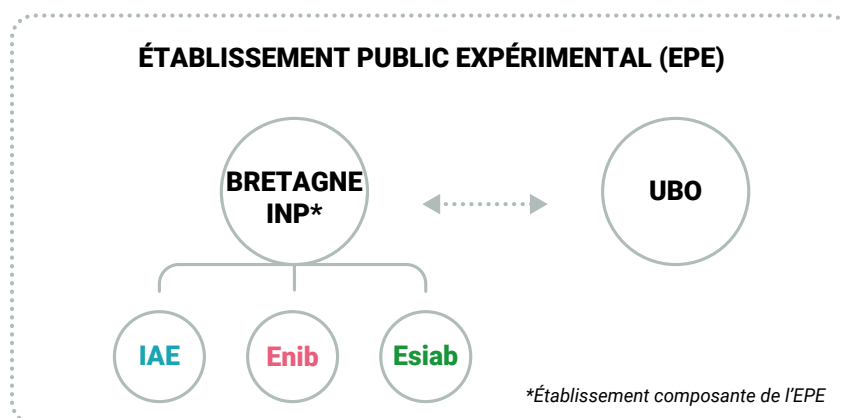
Cette année universitaire se caractérise par des évolutions majeures dans le paysage institutionnel.

Depuis le 1^{er} mars 2025, l'UBO est devenue un établissement public expérimental (EPE)¹. L'Esiab, l'IAE et l'Enib se sont regroupés sous la forme d'un institut national polytechnique, baptisé Bretagne INP, qui représente une composante de l'EPE et qui accueille 1 370 étudiant·es en 2025. Les EPE sont des formes de regroupement d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche permises par une ordonnance de 2018, qui autorisent l'expérimentation de nouveaux modes d'organisation et de fonctionnement. L'objectif est de réaliser un projet partagé défini par les établissements regroupés, dans le respect des objectifs et des missions du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'expérimentation est prévue jusqu'en 2028, date à laquelle l'UBO et Bretagne INP pourront choisir, soit de se transformer en « grand établissement » ou soit de mettre fin à l'expérimentation. Cette option est conditionnée à une évaluation par le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres).

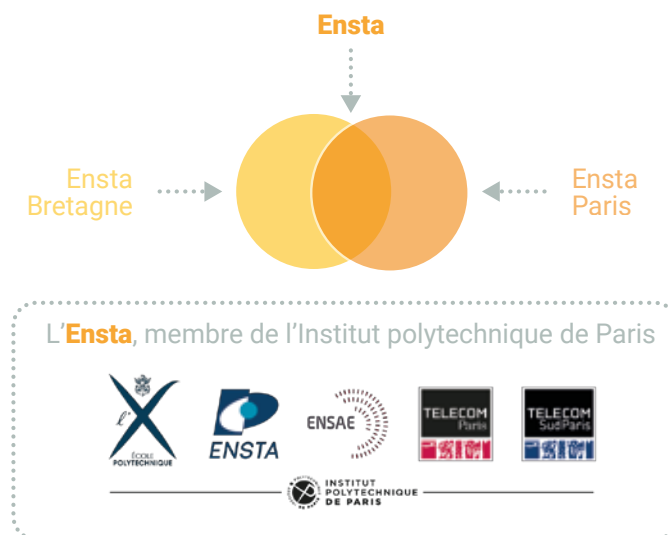
Au 1^{er} janvier 2025, Ensta Paris et Ensta Bretagne ont fusionné pour donner naissance à une Ensta unique, école de l'Institut Polytechnique de Paris. Les nouveaux cycles de formation d'ingénieurs ouvriront en septembre 2026 sur les deux campus, Brest et Palaiseau. La nouvelle entité, sous tutelle du ministère des Armées, a l'ambition de devenir une école des souverainetés dans des domaines stratégiques pour accompagner les transformations dans la société et les entreprises : énergies, transports et mobilités, défense et sécurité, mer, numérique, ou encore la santé. La fusion des écoles vise à accentuer leur attractivité, par un élargissement des domaines d'expertise en formation et recherche et des secteurs d'application, ainsi que par une intensification des coopérations scientifiques et industrielles.

En janvier 2025, l'Institut Polytechnique de Paris et l'Ifremer ont annoncé la création du Centre interdisciplinaire mers et océans (CIMO), en partenariat avec le CNRS et l'Agence de l'Innovation de Défense (AID). Ce nouveau centre d'enseignement et de recherche interdisciplinaire marque un tournant pour la recherche collaborative en ingénierie maritime, en réunissant chercheurs, partenaires académiques et industriels. Il s'intègre pleinement dans les initiatives françaises visant à diminuer l'empreinte écologique des activités maritimes et à renforcer la surveillance environnementale des milieux marins. Les travaux de recherche mobilisent des expertises variées, allant des sciences mécaniques à la robotique sous-marine, en passant par l'architecture navale, les énergies marines et les technologies de l'information et la cybersécurité maritime.

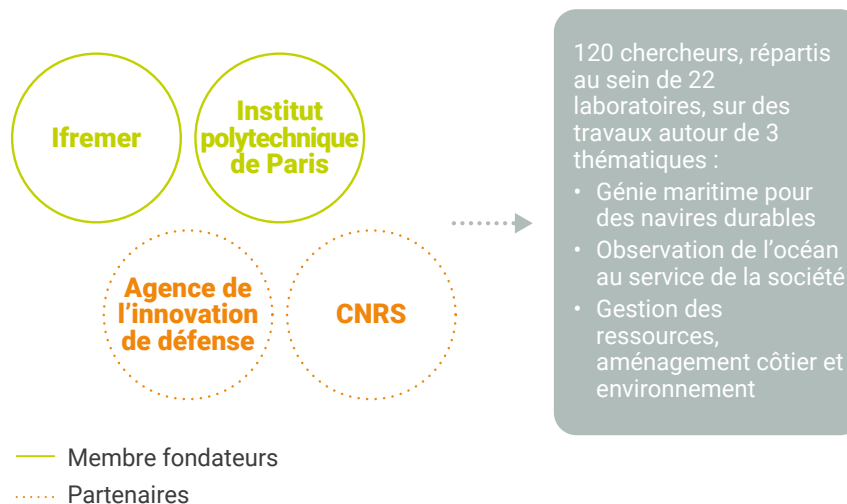
Création de l'établissement public expérimental en mars 2025



Fusion des écoles Ensta Paris et Ensta Bretagne



Création du Centre interdisciplinaire mers et océans (CIMO)



1. Décret n° 2025-177 du 24 février 2025

Les classes préparatoires aux grandes écoles : une offre riche au sein de la métropole brestoise

Dans le pays de Brest, les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) accueillent 1 078 élèves à la rentrée 2024, soit un bon quart des effectifs inscrits dans ce type de formations en Bretagne. Elles sont toutes situées dans des lycées de Brest métropole et sont au nombre de 35, en cumulant les premières et deuxième années.

Une filière scientifique prédominante

Différentes filières sont représentées : la voie scientifique est la plus présente avec 24 classes préparant aux concours des écoles d'ingénieurs notamment. 735 élèves y sont inscrits dans 6 lycées différents (La Pérouse-Kerichen, Jules Lesven, Vauban, Sainte-Anne, La Croix-Rouge - La Salle et le lycée naval). La filière littéraire prépare aux concours d'admission dans les écoles normales supérieures de la rue d'Ulm, de Lyon et de Paris-Saclay ; environ 150 élèves sont accueillis au lycée La Pérouse-Kerichen, au sein de 4 classes. Dans le même établissement, 175 étudiant·es sont recensés dans les 6 classes préparatoires économiques et commerciales. Enfin, 20 étudiantes et étudiants sont en classe préparatoire à l'enseignement supérieur (CPES) au lycée naval.

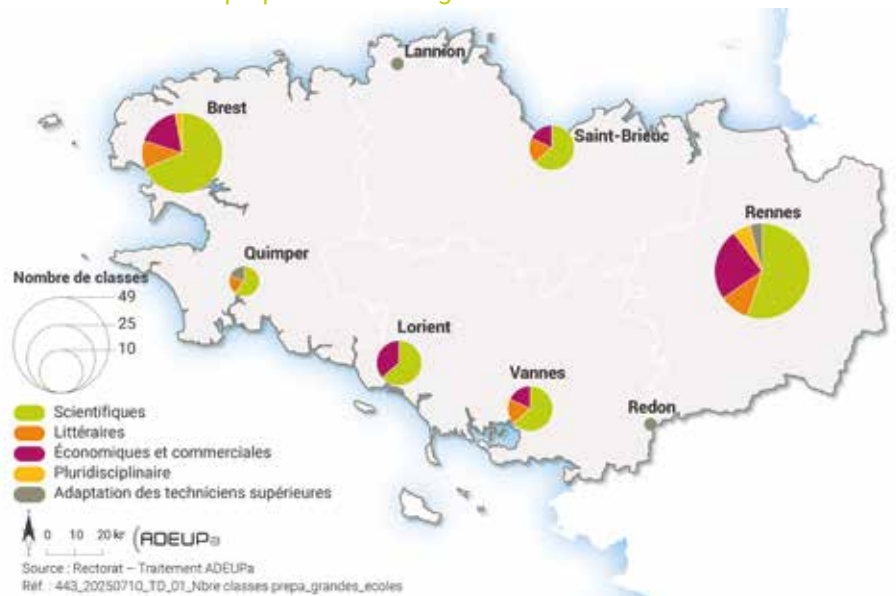
Rebond des effectifs à la rentrée 2024

Les effectifs inscrits en CPGE dans les lycées de Brest métropole ont progressé de 7,8 % en un an, pour retrouver un niveau comparable à la rentrée 2017. Les dernières années s'étaient plutôt caractérisées par une lente érosion des effectifs, puis par une stabilité

au cours des trois dernières rentrées. Cette année, le redressement est enregistré à la fois dans les filières scientifiques et écono-

miques. Cette tendance est également observée à l'échelle nationale, dans un rythme un peu moins soutenu (+5,5 %).

Nombre de classes préparatoires aux grandes écoles



Répartition des effectifs 2024/2025 dans les CPGE au sein des lycées de Brest métropole



Source : Rectorat, traitement Adeupa

Chiffres-clés

CPGE en 2024/25 dans le pays de Brest :

35 CPGE dont

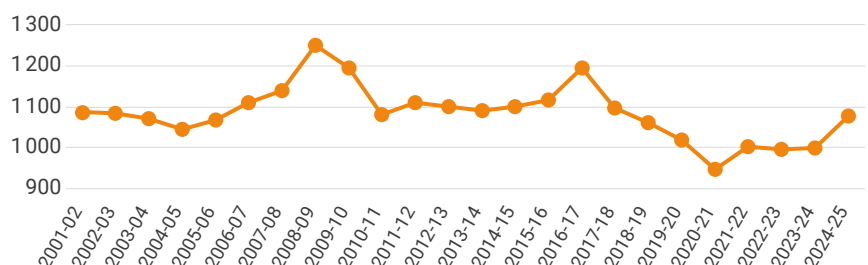
- 24 classes scientifiques
- 6 dans la filière économique et commerciale
- 4 dans la voie littéraire

1 078 étudiantes et étudiants

Répartition hommes / femmes :

68 % / 32 %

Évolution des effectifs inscrits dans les CPGE au sein de la métropole brestoise



Source : MESR-SIES, Rectorat

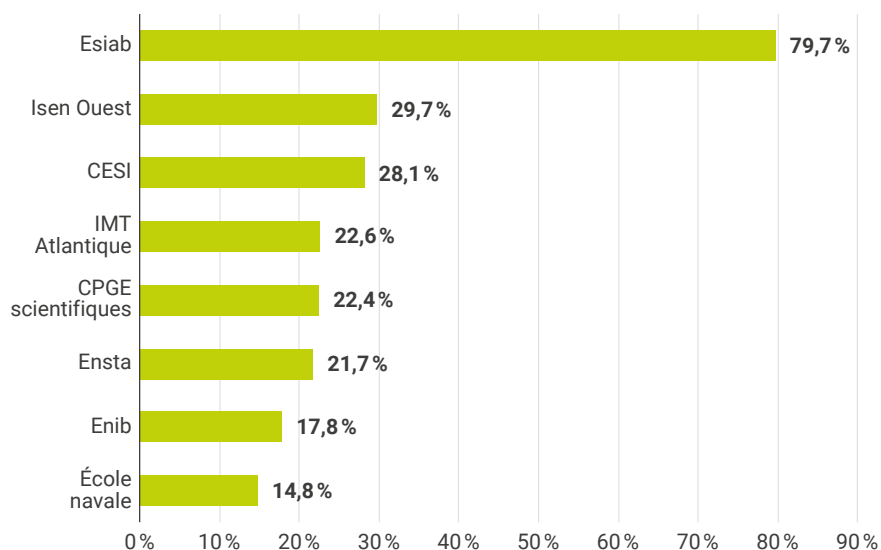
Vers une diversification des profils ?

La filière économique est celle qui connaît une répartition relativement équilibrée entre femmes et hommes (43 %/57 %). En revanche, les filières littéraires et scientifiques restent très genrées avec deux tiers de femmes dans la première et à peine un quart dans la deuxième (22 %). Ce dernier taux se situe nettement sous la moyenne nationale (30 %). La faible féminisation dans les formations scientifiques se retrouve ensuite dans les écoles d'ingénieurs malgré les efforts déployés pour diversifier les profils.

Au niveau de la provenance géographique, les CPGE rayonnent au-delà du département puisqu'un étudiant sur quatre a son domicile parental situé en dehors du Finistère et même un sur dix à l'extérieur de la Bretagne.

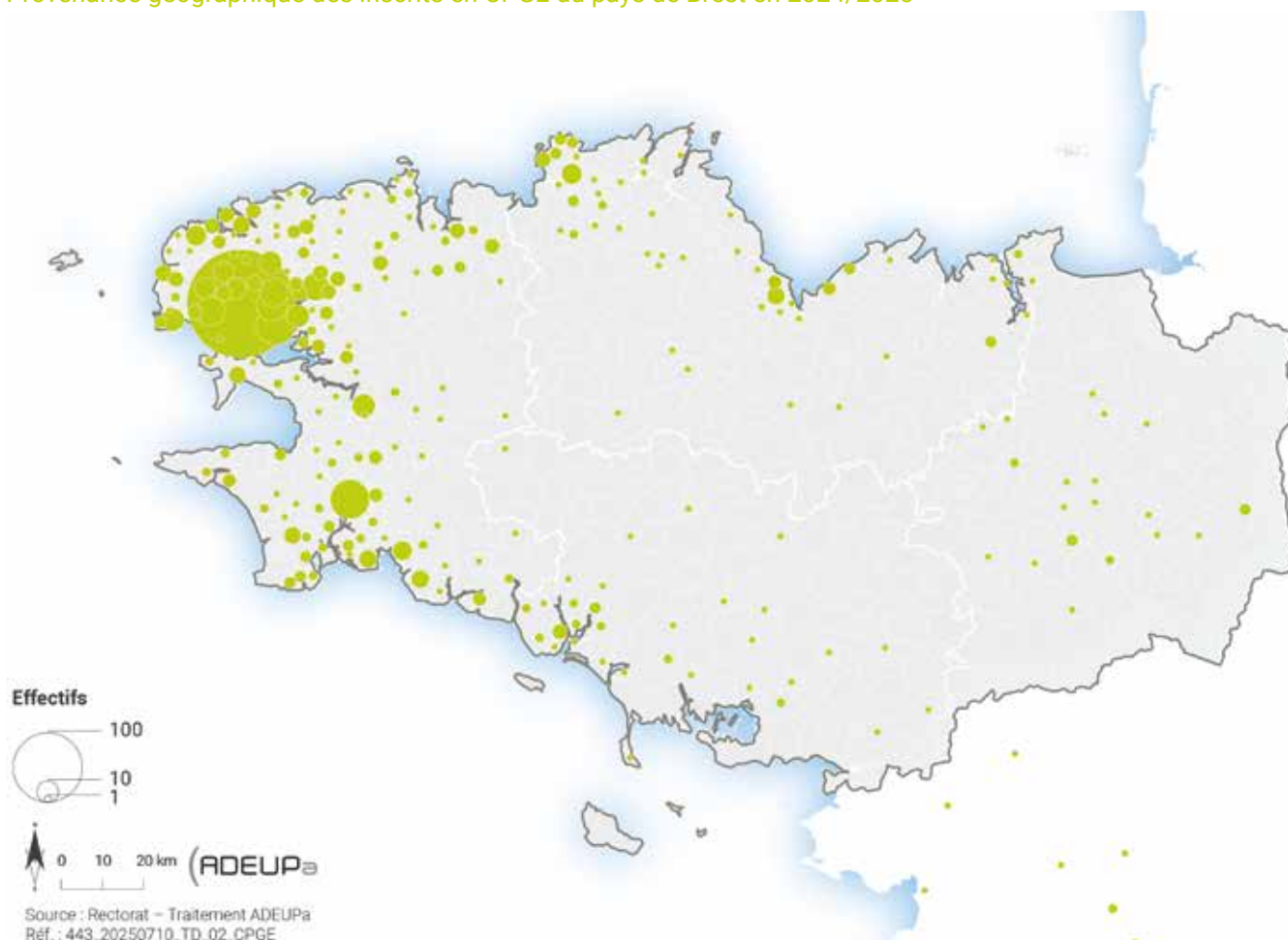
Les CPGE brestoises comptent 45 % d'élèves issus de familles de cadres et de professions intellectuelles supérieures, soit un ratio légèrement inférieur à la moyenne nationale (49 %). Les autres catégories socioprofessionnelles les plus représentées sont les professions intermédiaires (15 %) et les employés (14 %).

Part des femmes dans les CPGE scientifiques et écoles d'ingénieurs en 2024-2025



Source : OESR du pays de Brest

Provenance géographique des inscrits en CPGE du pays de Brest en 2024/2025

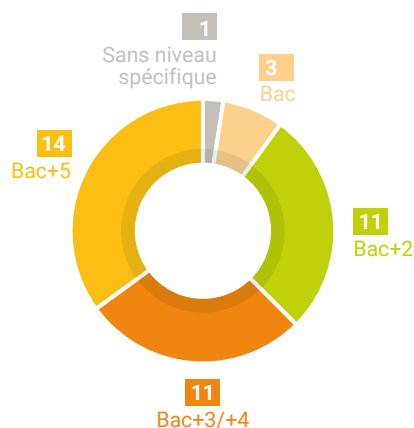


L'offre de formations en cybersécurité

En France, plus de 15 000 postes en cybersécurité seraient actuellement à pourvoir d'après certaines études, à commencer par le recensement des offres d'emploi en cybersécurité produit par l'Anssi. L'explosion des cyberattaques menées à l'encontre de tous types d'organisations, collectivités comme entreprises, ainsi que les nouvelles exigences formulées par le droit européen devraient inciter l'ensemble des acteurs économiques à renforcer leur protection en allouant davantage de ressources humaines et financières.

En Bretagne, le nombre d'offres d'emplois de niveau cadre en cybersécurité recensées par l'Apec a presque doublé entre 2017 et 2021, passant de 3 700 à 7 000 projets de recrutement, alors que l'offre de formation se développe assez timidement. Le caractère relativement émergent du secteur et le besoin de nouveaux métiers et de nouvelles compétences expliquent en partie le fait que le nombre d'étudiants suivant une formation en cybersécurité soit insuffisant au regard des besoins.

Nombre de formations en cybersécurité en 2024-2025 dans le pays de Brest



Source : OESR du pays de Brest

La cybersécurité, une filière à haut potentiel dans Brest métropole

La stratégie métropolitaine de développement économique Cap 2030 a inscrit la cybersécurité parmi les filières à fortes perspectives de croissance. L'affirmation de ce potentiel passe par un essor de l'écosystème de prestataires en cybersécurité, mais aussi par une meilleure prise en compte des enjeux en interne des organisations à sécuriser. Brest métropole, en partenariat avec certains acteurs du territoire¹, a engagé de nombreuses actions pour accompagner le développement de la filière : d'abord par la réalisation d'un diagnostic, puis en engageant une démarche de gestion prévisionnelle des emplois et compétences territoriale, en partenariat avec la Région Bretagne. Cette démarche permettra d'analyser, au regard des besoins manifestés par les acteurs, les adaptations nécessaires à effectuer sur l'offre de formations en cybersécurité. En parallèle, le Gref² Bretagne anime, dans le cadre du campus Bretagne Cyber Alliance³, un groupe composé d'acteurs institutionnels, d'établissements de l'enseignement supérieur et de laboratoires de recherche, chargé d'identifier l'ensemble des formations bretonnes en cyber existantes et de les caractériser en fonction de leur degré de spécialisation.

Le pays de Brest regroupe 40 formations en lien avec la cybersécurité⁴. À l'exception du BTS services informatiques aux organisations dispensé au lycée Saint-Louis à Châteaulin, l'ensemble des formations sont localisées au sein de la métropole brestoise.

1. Technopôle Brest-Iroise, Pôle Mer Bretagne Atlantique, CCI Finistère, etc.

2. Groupement de la relation emploi-formation.

3. <https://www.cyberalliance.bzh/>

4. Recensement du Gref complété par l'Adeupa.

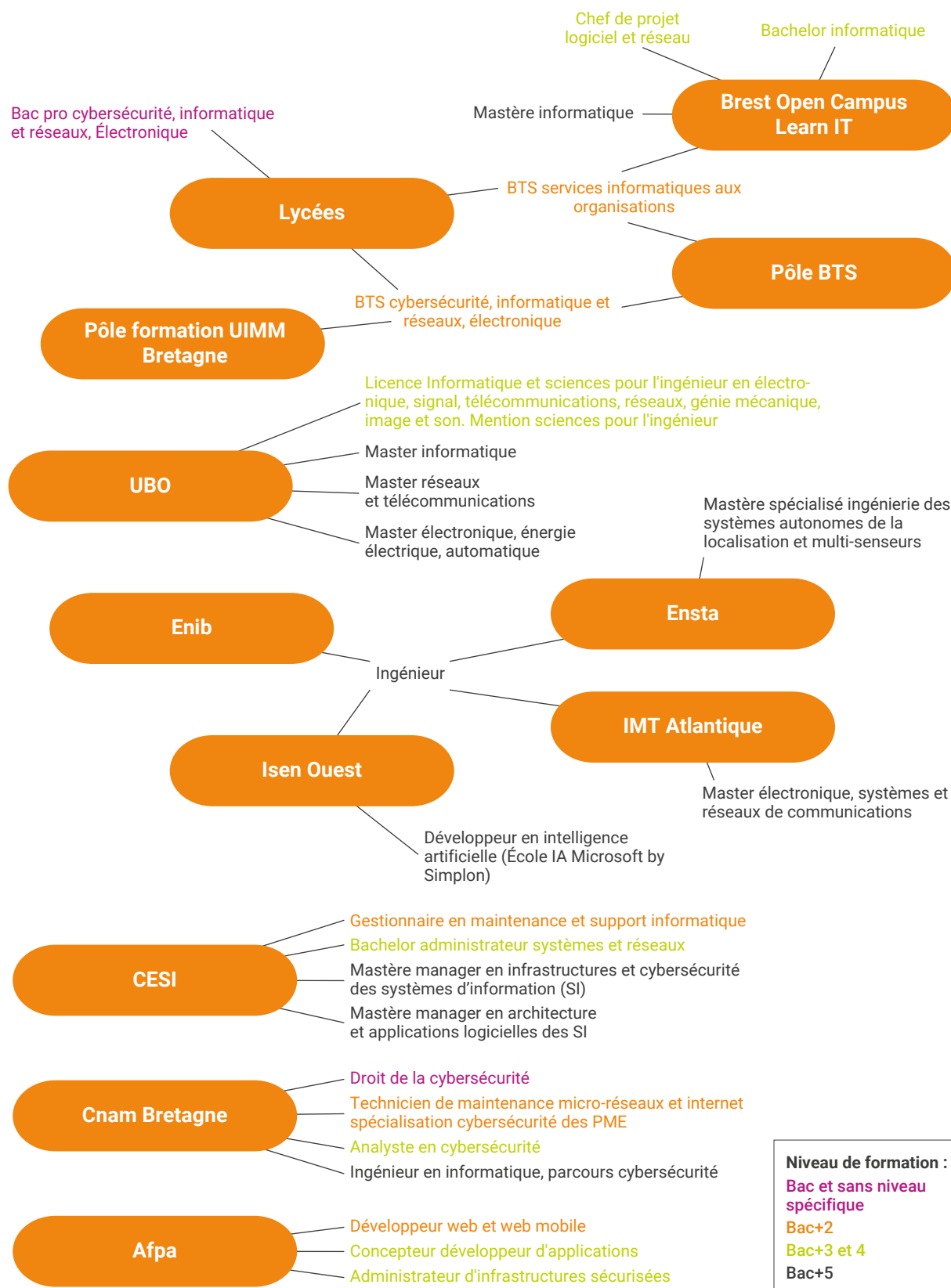
Des formations en cybersécurité qui exigent un haut niveau d'études

Le bassin brestois présente dans l'ensemble un niveau d'études relativement élevé. Le diplôme de master, mastère ou d'ingénieur est le plus représenté, regroupant 14 formations au total, soit 35 % de l'ensemble de l'offre. La forte densité d'écoles d'ingénieurs explique le volume important de formations de niveau bac +5. Bien que souvent généralistes, la plupart des cycles d'ingénieur ouvrent des perspectives vers les métiers de la cybersécurité, dès le tronc commun, par l'enseignement de modules en cyber ou connexes au domaine, puis par des voies d'approfondissement. C'est par exemple le parcours en cybersécurité à l'Isen ou au travers des parcours conception des systèmes numériques, robotique autonome ou systèmes d'observation et intelligence artificielle à l'Ensta. L'UBO propose également deux masters en lien avec la cyber : un master électronique, énergie électrique, automatique et un master informatique, co-accredité avec les écoles d'ingénieur du territoire, s'ouvrant sur plusieurs spécialisations possibles en deuxième année. Cette formation devrait d'ailleurs être renommée master en cybersécurité, dans le cadre de la Bretagne Cyber Alliance, afin d'accentuer sa spécialisation.

Dans le privé, le CESI propose un mastère manager en architecture et applications logicielles des systèmes d'information et un autre de manager en infrastructures et cybersécurité des systèmes d'information. L'école Learn IT, dépendant de Brest Open Campus, déploie un mastère informatique avec un approfondissement sur l'architecture systèmes-réseaux et en sécurité informatique. Dans le domaine de la formation continue, des offres sont proposées au niveau bac +5, notamment par le Cnam Bretagne à travers une formation d'ingénieur en informatique avec un parcours en cybersécurité.



Cartographie des formations en cybersécurité dans le pays de Brest



Source : Adeupa

Une offre diversifiée pour le niveau de technicien

Onze formations sont de niveau bac +2. Elles s'articulent autour de deux principaux diplômes : le BTS services informatiques aux organisations (SIO) et le BTS cybersécurité, informatique et réseaux, électronique (Ciel). Ils sont déclinés dans plusieurs établissements tels que les lycées Vauban, Estran Charles de Foucauld et La Croix-Rouge - La Salle à Brest et le lycée Saint-Louis à Châteaulin.

Le Pôle formation UIMM Bretagne délivre également le BTS Ciel tandis que l'Afpa et le Cnam Bretagne déploient des formations différentes sur les métiers de développeur web et de technicien de maintenance micro-réseaux et internet, avec une spécialisation en cybersécurité des petites et moyennes entreprises.

Le niveau licence est dominé par les formations privées adressant plus ou moins fortement le sujet de la cyber, de l'administration d'infrastructures sécurisées au bachelor informatique. Certaines formations sont toutefois plus spécifiques comme celle d'analyste en cybersécurité dispensée par le Cnam Bretagne. L'UBO propose, en préalable de ses masters, une licence en informatique et sciences pour l'ingénieur qui peut ouvrir sur des parcours en cybersécurité.

Enfin, parmi les quatre formations de niveau inférieur au bac +2, le bac professionnel Ciel, dispensé dans les lycées La Croix-Rouge - La Salle et Vauban, conduit naturellement vers le BTS du même nom pour une plus forte spécialisation. Le CESI propose une formation de technicien systèmes et réseaux de niveau bac +1. En ce qui concerne les métiers connexes, le Cnam Bretagne ouvre une formation au droit de la cybersécurité qui ne requiert pas de niveau spécifique en cyber. Néanmoins, elle exige de bonnes connaissances juridiques au préalable.

Des cursus spécialisés encore insuffisants

Malgré la richesse du catalogue de formations recensées, peu de cursus entraînent un haut niveau de spécialisation en cybersécurité. À l'exception du parcours cybersécurité de l'Isen, du mastère manager en infrastructures et cybersécurité des systèmes d'information et du master informatique de l'UBO qui devrait se muer en master en cybersécurité, aucune formation initiale de niveau bac +5 ne fournit aux étudiant·es une expertise dans des compétences métiers ou transversales inhérentes à certains métiers de la cybersécurité, notamment ceux en tension dans les domaines de la réponse à incident ou de la gouvernance. L'absence de labellisation Secnumedu des formations du territoire, dont la vocation est de donner la garantie aux étudiant·es qu'ils s'inscrivent dans une formation répondant aux critères de l'Anssi, illustre à la fois le manque de spécialisation, mais aussi de visibilité des formations en cyber de la métropole brestoise par rapport à celles des bassins rennais ou Bretagne sud (Lorient et Vannes).

Malgré la richesse du catalogue de formations recensées, peu de cursus entraînent un haut niveau de spécialisation en cybersécurité

Un enjeu de diversification des parcours et des profils

L'étude *Les profils de la cybersécurité*, réalisée par l'Anssi au niveau national, montre bien que le niveau bac +5 reste prédominant au sein des organisations. Il regroupe 2 offres d'emploi sur 3 et près de 8 salarié·es sur 10 possédant un diplôme en cybersécurité ou en informatique/numérique.

Mais face à l'impératif de former de plus en plus de personnes à la cybersécurité, un des enjeux est d'élargir la diversité de profils :

- Dans un environnement en perpétuelle évolution, percuté par les avancées technologiques et les nouvelles menaces, le recours à la formation continue et la montée en compétences en interne s'avèrent être des solutions largement plébiscitées par les acteurs économiques. La reconversion professionnelle constitue un autre vecteur pour capter des profils adaptés.
- Au sein de la métropole brestoise, les jeunes ni en emploi ni en formation représentent 12,7 % des 15-24 ans. Certaines entreprises comme BZHunt, ont justement axé leur stratégie de recrutement sur ces profils.
- La sur-représentation des profils masculins (90 % des emplois occupés) laisse entrevoir des marges d'amélioration significatives sur la féminisation des métiers de la cybersécurité.
- Enfin, les métiers connexes à la cybersécurité occupent un poids de plus en plus important au regard de l'extension des enjeux de protection aux domaines du droit, de l'économie, etc. Dans cette optique, l'UBO ouvrira à la rentrée 2025-2026 un master 2 Droit et gouvernance du numérique ; il formera aux enjeux relatifs aux données personnelles, à l'intelligence artificielle et à la cybersécurité.

Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa



[La filière cybersécurité dans Brest métropole, rapport d'étude 2025](#)

Et ailleurs

• [MESR, Note flash du Sies n° 07, Projection des effectifs dans l'enseignement supérieur pour les rentrées de 2024 à 2030](#)

• [MESR, Note flash du Sies n° 03, Les effectifs en classes préparatoires aux grandes écoles à la rentrée 2024-2025](#)

